



même logique qui justifie les cadavres sans tête qu'on a retrouvés au long de la rivière Rusizi. C'est la même dynamique qui préside à la persécution de la presse et de la société civile. À Monsieur le Président, mon cri d'alarme ne saurait pas sous silence l'écœurante question de l'insécurité grandissante qui tend malheureusement à embraser tout le pays. traitez ce mouvement de BANDITS ARMES. Mais permettez-moi, Monsieur le Président de vous rappeler que le mouvement que vous traitez de bandits vous l'appeliez, entre 1994 et 1995, un mouvement de COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ, un mouvement DU PEUPLE EN ARMES, un mouvement pour la DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE. Effectivement la Démocratie était menacée. Est ce qu'elle l'est moins aujourd'hui? Je ne pense pas. Aujourd'hui plus qu'hier la Démocratie est en danger de mort. Que faire? Laissez-moi vous rappeler une fois de plus, Monsieur le Président, la phrase de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui était chère à votre parti politique; elle était inscrite sur le papier en tête de votre parti "Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression..." Faites une introspection, ces pseudo bandits armés sont manifestement, comme cela fut le cas hier, une expression d'une révolte contre la tyrannie et l'oppression devenues le lot quotidien des burundais qui ne suivent pas pensée unique du CNDD FDD. Autant dire que les mêmes causes de 1994 sont en train de produire les mêmes effets. Il avait raison cet ancien Président américain qui a déclaré: " C'est en empêchant les révolutions pacifiques qu'on rend possible les révolutions violentes." À Monsieur le Président, votre homologue français, Monsieur Nicolas SARKOZY vient de vous le rappeler du haut de la tribune de l'Union Africaine à Addis Abeba, ce 30 Janvier 2011: "la violence engendre la violence." Dans son discours, il vous a fait un autre clin d'œil que je reprends : "Dans le monde d'aujourd'hui, on ne peut plus gouverner comme dans celui d'hier. Ce changement ou bien on le subit et c'est la porte ouverte, un jour ou l'autre, à la violence, ou bien ce changement on le prévient, on l'accompagne et alors il peut s'accompagner sans heurts". Monsieur le Président, le Burundi est à la croisée des chemins. Vous avez une occasion en or de faire un choix. Le choix d'être un héros ou celui par qui le processus de paix à dérapé et sombrer dans l'abîme de la guerre civile. Vous savez ce héros, un héros qui sera chanté, si vous acceptez de saisir la main tendue de l'A.D.C IKIBIRI. Vous serez un Vaillant digne fils du Burundi si vous accédez à la demande de cette opposition qui ne demande qu'à discuter avec vous des questions qui fâchent. Ainsi vous aurez précédé le Changement que réclame le peuple burundais. Cette démarche n'est pas sans embûches, je présume. Je ne doute pas que des conseillers opportunistes et pêcheurs en eaux troubles vous rattrapent à l'oreille que les chiens aboient mais que la caravane passe. Rassurez vous Excellence, quand les chiens deviennent très nombreux à aboyer, la caravane peut ne pas passer; un peuple poussé au désespoir, un peuple opprimé a des fois une force insoupçonnée et des réactions inattendues. D'autres mauvais génies, pour compromettre ce renouveau de l'histoire vous recommanderont de ne pas discuter avec une opposition qui ne reconnaît pas votre victoire de 2010. Rappelez-les, Monsieur le Président que vous avez négocié en 2002 avec les Présidents BUYOYA et NDAYIZEYE alors que vous défendiez bec et ongles que le seul gouvernement légitime était celui de Son Excellence Melchior NDADAYE du 10 juillet 1993. A cette époque vous réclamiez à cor et à cri le retour à la légalité constitutionnelle. C'était préalable aux négociations. Et pourtant, en 2003, vous avez conclu un accord avec le Gouvernement du Président NDAYIZEYE. D'autres prophètes vous recommanderont un raccourci dangereux de promettre monts et merveilles aux corps de défense et de sécurité comme la dernière augmentation de salaire qui peine à se réaliser. C'est une certitude aujourd'hui; il est difficile de jeter la poudre aux yeux à ce corps. Ils savent très bien que le pays va mal. Ils sont pertinemment convaincus que la reprise de la guerre les condamne à être la chair à canon pendant que le dialogue entre les hommes politiques est leur seul salut. À Monsieur le Président, prenez à cœur cette voie de sortie. Vous aurez honoré la mémoire des héros de l'Indépendance et de la Démocratie. Vous serez grand et noble quand vous aurez rétabli la paix sociale et la Démocratie qui manquent tant au Burundi. À Dans l'espoir d'une suite favorable à ma lettre ouverte, je vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de ma haute considération. À Copie pour information: À -Alliance des Démocrates pour le Changement, A.D.C- IKIBIRI.-C.N.D.D.- F.D.D.-Ancien Chef d'Etat (Tous) Mission Diplomatique accréditée à Bujumbura(Toutes)-Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs- Organisation de la Société Civile (Toutes)-Confession Religieuse (Toutes)-Conseil National des Bashingantahe-La Presse Post Scriptum: cette lettre ouverte n'engage pas le FRODEBU dont je suis le porte parole. À (S) Pancrace CIMPAYE